



Projet de réforme de la CE du paquet SIEG : Position SAW-B

SAW-B fédère plus de 100 membres, dont 13 fédérations sectorielles. Elle est active tant en Wallonie qu'à Bruxelles et représente les entreprises d'économie sociale. SAW-B est agréée en tant qu'agence-conseil par la Région wallonne et comme acteur d'éducation permanente par la Communauté française.

Sa mission est de soutenir le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement. Les entreprises qu'elle représente proposent des réponses concrètes et innovantes aux enjeux de notre société et développement des emplois de qualité. Pluralisme, innovation, partenariat, qualité, démocratie participative et engagement sont les valeurs soutenues par SAW-B au sein de son équipe et dans ses relations avec ses partenaires et collaborateurs.

Révision du paquet Monti-Kroes

4 projets de textes ont été proposés par la Commission en septembre:

- communication relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général
- décision relative aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général
- encadrement des aides d'État sous forme de compensations de service public (2011)
- règlement relatif aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

Les textes sont disponibles sur le site de la Commission à l'adresse suivante :
http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/sgei.html

Application prévue : début 2012 !

(Paquet Monti-Kroes ? Voir Annexe I)

Préalable et considérations générales :

- Vu le calendrier proposé par la Commission, les principaux acteurs concernés (soit les états, mais aussi les tétas et les parties prenantes qu'ils jugeraient utiles d'associer à une réflexion de cette importance) n'ont pas le temps de se concerter de manière démocratique et d'élaborer des positions.
- D'une manière générale, il semble important de rappeler une des revendications essentielles des acteurs de l'économie sociale : disposer d'une définition claire des SSIG. Comme le soulignaient les recommandations du 3^{ème} Forum SSIG :



« L'approche consistant à opposer les SSIG, d'une part, aux normes relatives au marché intérieur, aux aides d'Etat et aux marchés publics, et d'autre part, aux concepts de service public, d'intérêt général et de cohésion sociale est dangereuse pour la survie du modèle social européen. Il est plus que nécessaire de les concilier en promouvant une synergie positive entre les volets économiques et social, et même d'envisager sérieusement certains « accommodements raisonnables » des règles du marché, dans la mesure notamment où elles n'ont pas été au départ pensées pour les SSIG »¹.

- Il convient enfin de réaffirmer la compétence fondamentale des Etats en ce qui concerne la définition de ce qui est ou non un SIEG.

I. Communication relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général

Mauvais usage des termes à l'article 3.6 point 56 : i faut remplacer « sélectionner le candidat capable de fournir ces services au moindre coût pour la collectivité (...) » par **« par l'offre économiquement la plus avantageuse »**. C'est la formule habituellement utilisée et elle évite de laisser croire que la procédure des marchés publics n'intègre que le seul coût-prix, beaucoup trop réducteur.

2. Projet de décision de la Commission relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

a) seuil :

Le seuil de 30 000 000 EUR a été ramené à 15 000 000 EUR et semble trop bas. Le texte faisait également mention d'un chiffre d'affaire annuel moyen hors taxes de 100 millions d'euros. Nous nous interrogeons sur la disparition de ce critère.

Proposition: maintenir le seuil à 30 000 000 EUR

b) définition des services sociaux :

- **art.2.c) « services répondant à des besoins sociaux essentiels, tels que... » :**
« Besoins sociaux essentiels » est une première et ne correspond à rien dans le vocabulaire européen. **Qu'est-ce que l'essentiel ? Définissons les SSIG avant de définir les SIEG « essentiels »...**

Si nous pouvons être satisfaits par l'élargissement ici proposé à de nouveaux services explicitement cités, la terminologie et ce qu'elle risque de recouvrir ne peut pas être inscrite telle quelle.

¹ Présidence Belge de l'Union Européenne, « *Recommandations du 3^{ème} Forum SSIG* », Octobre 2010. Page 4, point 1.12.



Proposition : réintroduire la définition des services sociaux tels que reprises dans les communications de 2006 et 2008 par la Commission européenne et dans les conclusions du Conseil EPSCO de décembre 2010. Définir les SSIG et les intégrer dans les services exemptés des conditions imposées par les règles de la concurrence.

- **art.2.c) « inclusion sociale des groupes vulnérables »** : Cette notion est en contradiction avec le principe de l'universalité des services sociaux. De plus, on crée une nouvelle notion juridique. La directive services parle de son côté de personne qui sont de façon « temporaire ou permanente dans le besoin ». De plus, est-ce à la Commission de juger de la « vulnérabilité » de groupes de personnes ?

Proposition : Rappeler le caractère universel des services sociaux et ne pas créer de nouvelles définitions alors que d'autres existent, suffisent et prêtent déjà à discussion.

c) **limitation du mandat à 10 ans**

Ceci ne cadre pas avec la simplification administrative prônée par la Commission. Par ailleurs, les Etats membres sont déjà soumis à rapportage et évaluation tous les deux ans. Enfin, le mandatement doit prévoir la mention de la durée pour être valide juridiquement. Il revient aux pouvoirs publics de déterminer cette durée. Il paraît inopportun de voir cette décision proposée par la Commission apporter certaines restrictions à une définition utilisée par ailleurs sans référence à cette limite de temps (cfr. directive service). Il faut aussi signaler que certains types de services supposent un engagement des partenaires sur une longue durée, tant pour les pouvoirs publics et usagers que pour le partenaire qui, sans durée de mandat suffisante, pourraient ne pas accepter la charge du mandat et contraindrait les pouvoirs publics à assurer elle-même certaines missions.

Proposition : Laisser les pouvoirs publics déterminer le contenu des clauses du mandatement.

d) **calcul de la compensation**

La méthode de calcul est trop complexe et ne semble pas répondre aux critères de simplification et d'accessibilité. (Le calcul du bénéfice raisonnable est édifiante à cet égard) Dans le cadre du marché public, il convient de modifier le texte « *moindre coût pour la société* » pour éviter une interprétation orientée vers le « moins disant » sans prendre en compte des aspects qualitatifs.

3. Projet d'encadrement de l'UE applicable aux aides d'État sous forme de compensations de service public (2011)

Ce texte est également applicable aux petits SIEG contrairement à ce qui est généralement annoncé. Il y a ici aussi, comme dans le projet de décision, trop de complexité (Cfr. Calcul du bénéfice raisonnable)

- **la notion de véritable service d'intérêt économique général au sens de l'article 106 du TFUE** (article 2.2 – points 11 et suivants)



Jusqu'ici il relevait des Etats de définir les SIEG sauf erreurs manifestes. A présent, certains SIEG seraient considérés à tort par les Etats membres comme des services d'intérêt économique général. Pour vérifier le caractère SIEG, le texte propose une consultation publique dont les résultats devraient être rendus publics. (52)

Ce sont les traités et la jurisprudence qui donnent le cadre juridique. Ceci n'est pas modifié. Dès lors, plutôt que d'alourdir inutilement les charges administratives des Etats et ne pas rompre avec le principe de subsidiarité, ne faut-il pas plutôt **proposer** que la Commission se réserve le droit d'information afin de vérifier les « erreurs manifestes », sans aller jusqu'à créer de nouvelles contraintes automatiques pour toutes les administrations publiques européennes et mettre en place un mécanisme qui inverserait les compétences entre Commission et Etats membres.

- **l'impossibilité de qualifier de SIEG un service si des opérateurs marchands existent** (point 13)

Il y a là une atteinte fondamentale au droit des Etats membres de disposer d'une marge de manœuvre leurs permettant de qualifier ce qu'ils souhaitent d'intérêt général en fonction du contexte national/ Le projet semble dépasser le rôle de la Commission d'intervenir en cas d'erreur manifeste. Certains opérateurs privés et publics se partagent certains marchés, parfois sous l'impulsion des pouvoirs publics. C'est parfois indispensable par exemple pour protéger les « clients fragilisés » et assurer une effectivité de services, de même qu'on assure ainsi une possible vision plurielle. Enfin, il est inconcevable d'admettre que ce soit la simple présence d'acteurs privés qui définissent ce qui relève de l'autorité publique et de ses attributions. Les pouvoirs publics doivent rester maîtres de la qualification des SIEG, sous réserves des traités et jurisprudence. **SAW-B déplore qu'on arrive à une situation où ce seraient les activités d'opérateurs privés qui définiraient dans les faits ce que seront les SIEG d'un Etat.**

- **Exigences supplémentaires (2.9 – 50&51)**

Outre la mesure de l'efficacité, du calcul du bénéfice, de la surcompensation, la Commission ajoute des « exigences supplémentaires » paraissent excessives et sont potentiellement de nature à remettre l'ensemble en cause. (Proposition de mise en concurrence dans l'attribution des aides par exemple)

4. projet de règlement relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

- **le seuil de 150 000 € par an/5.000.000 de CA :**

Ce montant de 150.000 euros est trop bas. En effet, cela représente 3 à 4 temps pleins sur base annuel. Beaucoup trop faible que pour permettre l'organisation d'un service social.



- **le seuil de 10.000 habitants**

Cela semble trop peu élevé. Même si 240 communes belges sur 589, majoritairement en région wallonne, sont concernées, ça posera clairement problèmes en région bruxelloise, région d'un millions d'habitants, dotées de communes qui sont toutes de plus de 10.000 habitants, mais qui pour autant justifient pleinement des faveurs des « aides de minimis » Ne serait-il pas plus correct de raisonner en termes de personnes potentiellement touchées et proposer un groupe-cible correspondant au service fourni, comptant maximum 10.000 personnes.



Annexe 1 :

Paquet Monti-Kroes

En 2005, la Commission européenne adoptait le « paquet Service d'intérêt économique général » (SIEG) en réponse à la décision de la Cour de Justice dans l'affaire Altmark². Il définit les conditions dans lesquelles les Etats membres peuvent accorder des aides d'Etat sous forme de « compensation de services publics ».

Les services sociaux d'intérêt général (SSIG) n'ont pas de statut spécifique dans les traités de l'UE et sont donc une des composante des SIEG³.

Ce paquet se compose de trois éléments :

- un encadrement communautaire⁴ qui énonce des critères clairs et des procédures simplifiées pour apprécier les « compensations » accordées par les grands opérateurs de SIEG pour financer les obligations de service public ;
- une modification de la directive 80/723 CE⁵ relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques.
- une décision applicable aux petits opérateurs de SIEG ;

La décision a un impact direct sur les SIEG (et les SSIG). Conditions permettent les aides d'Etat sous forme de compensation de services publics :

- un mandat de service public clairement défini
- le calcul précis de la compensation
- les règles pour éviter la surcompensation
- Compensation inférieure à 30 millions d'euros/an et CA inférieur à 100 millions d'euros.

² CJCE, 24 juillet 2003, Altmark GmbH, affaire C-280/00

³ Cf *les aides d'Etat et la réglementation européenne – Guide pratique* - <http://www.mis.be/sites/default/files/doc/Vademecum%20aides%20dEtat.pdf>

⁴ Encadrement communautaire des aides d'Etat sous forme de compensations de service public du 28 novembre 2005, 2005/C 297/04, JOUE C297/4

⁵ Directive 2006/111/CE de la Commission relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises, JOUE L 318/17 du 17 novembre 2006